


RELATIONS PRESSE CONFEDERALES



Communiqué de presse

La CGT appelle le Président de la République à respecter le choix des urnes

Ce mardi, Emmanuel Macron a choisi de s'exprimer à quelques jours du début des Jeux Olympiques. Dans son allocution, le président de la République continue de nier le résultat des urnes et confirme le maintien d'un « gouvernement technique » alors même que le Nouveau Front Populaire faisait une proposition de Première Ministre quelques heures avant.

Au-delà de l'aspect démocratique, le maintien d'un gouvernement soi-disant technique empêche les avancées sociales qu'attendent les travailleurs et travailleuses : abrogation de la réforme des retraites, augmentation des salaires, financement des services publics... Ainsi, alors que de nombreuses urgences sociales exigent des réponses immédiates, la CGT n'a plus d'interlocuteur-ice pour régler ces sujets :

- des milliers de salarié-es sont actuellement victimes de plan de licenciements : dans l'automobile, à Duralux, Sanofi ou encore Milee. Ils et elles ne peuvent pas disposer de l'appui de l'État qui a pourtant de nombreux leviers d'action, à commencer par les aides publiques. C'est le cas à la centrale de Gardanne où le projet de relance de la centrale est bloqué par Bercy : les salarié-es viennent de recevoir un courrier annonçant leur mise au chômage technique à la rentrée ;
- dans la santé, la situation des urgences est critique et de nombreuses difficultés sont annoncées cet été, notamment dues à l'organisation des JO et le manque d'anticipation sur la situation ;
- enfin, comme la CGT le dénonce depuis des mois, les conditions sociales des JO n'ont pas été anticipées et négociées par le gouvernement, ce qui menace même la cérémonie d'ouverture des JO !

Dans le même temps, ce gouvernement dit « technique » multiplie les mauvais coups. Il publie des décrets sur les volets les plus répressifs de la loi immigration ou, encore, un décret supprimant un jour de congé hebdomadaire pour les travailleurs et travailleuses des vendanges.

De plus, c'est en dehors de tout cadre démocratique que ce gouvernement continue à prendre des décisions structurantes, particulièrement sur le PLF et le PLFSS.

Pour la CGT, les exigences sociales qui se sont exprimées à l'occasion de ces élections législatives doivent être entendues. Emmanuel Macron a été sanctionné et doit maintenant nommer un gouvernement pour répondre aux exigences sociales et environnementales.

La CGT appelle, dès maintenant, le monde du travail à préparer une rentrée offensive pour exiger :

- l'augmentation des salaires et des pensions ;
- l'indexation des salaires sur les prix ;
- l'abrogation de la réforme des retraites et celle de l'assurance chômage ;
- l'investissement dans nos services publics sur tous les territoires ;
- la réindustrialisation du pays pour répondre au défi environnemental.

Montreuil, le 24 juillet 2024